

## COMPTE-RENDU REUNION DU COLLECTIF ALERTE AVEC LA SECRETAIRE GENERALE ADJOINTE DE L'ELYSEE

A la suite d'un courrier du Collectif ALERTE au Premier Ministre, une réunion téléphonique a été organisée mardi 21 avril entre les associations de solidarité et Anne de Bayser, secrétaire générale adjointe de la Présidence de la République.

Les associations ont défendu plusieurs points :

- **La question du pouvoir d'achat des plus précaires** et la nécessité de renouveler la prime de 150€, mais surtout de revalorisation pérenne des minima sociaux.
- **Hébergement/logement :**
  - Aucune remise à la rue/expulsions à la fin de la période de confinement
  - prolongation de la trêve des expulsions jusqu'à début 2021
  - pas de remise à la rue pour les SDF logés temporairement dans les hôtels (trouver des solutions de relogement adaptées)
  - interdiction des expulsions sans relogement
  - création d'un fonds national d'urgence d'aide à la quittance de loyer et de paiement des charges pour le parc privé, social, le logement accompagné
  - mettre le système de garantie VISALE en état de faire face à l'afflux de demandes post crise
  - abondement des FSL pour les locataires en difficulté
- **Santé :**
  - Amélioration de l'accès aux droits à la couverture maladie avec :
    - Le maintien des facilités mises en place pendant la crise du Covid
    - L'instauration d'une carte vitale pour les bénéficiaires de l'AME
    - Prolongation 12 mois la durée de prolongation de droits pour les fins de titre de séjour
  - Le développement des actions permettant un meilleur accès aux soins des plus exclus (PASS Mobile et Equipe Mobile Psychiatrie-Précarité, médiation en santé, création de 100 centres de santé pluridisciplinaires dans les quartiers...)
- **Emploi :**
  - La suspension de la réforme de l'assurance chômage
  - Le soutien à l'activité avec :
    - Augmentation du budget des contrats aidés
    - La prise de mesures de soutien aux associations pour maintenir les emplois, notamment dans les dispositifs de retour à l'emploi, malgré les diminutions de subventions et d'activités économiques
- **L'aide alimentaire :**
  - La pérennisation des chèques service : la crise sanitaire a permis de démontrer qu'énormément de ménages ont faim et que 5 millions de personnes en France sont dépendantes de l'aide alimentaire.
  - Mesures de financement de la restauration dans les structures d'hébergement : la plupart des centres d'hébergement n'ont pas les moyens de nourrir les personnes hébergées, il faut remédier à cela.

- **Immigration :**
  - La régularisation large de toutes les personnes qui avaient commencé un parcours d'insertion sur le territoire français
  - Le rétablissement sans délai du droit au travail pour les demandeurs d'asile
  - La régularisation des ni-ni
  
- **Lutte contre l'isolement :** le soutien au développement et à l'animation de réseaux de proximité et d'équipes citoyennes de bénévoles
- **Soutien aux associations :** la création d'un fonds de solidarité pour les associations de solidarité (santé, social, médico-social)

**Madame Anne de Bayser, Secrétaire-générale adjointe de l'Elysee a répondu :**

- L'Elysée étudie les questions soulevées par la prime exceptionnelle et la non prise en compte des allocataires de l'AAH.
- Les opérateurs téléphoniques sont actuellement approchés pour voir la question spécifique du coût de forfait et de son extension pour les plus précaires
- Concernant les impayés de loyers, il est étudié un abondement du FSL
- L'extension du dispositif Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée est étudiée
- La réforme de l'assurance-chômage qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> avril est reportée
- Enfin, elle s'est déclarée intéressée par la question de la création du fonds de solidarité associatif pour les associations du secteur.